

L'agriculture est nécessairement au cœur du projet écologiste

L'agriculture, trait d'union entre une société et un territoire

L'agriculture n'est pas une simple activité économique comme les autres, mais une pierre angulaire de notre civilisation. Elle est une partie fondamentale de l'identité de chaque société humaine : historiquement, elle fut avant tout un trait d'union entre la « nature » et la « culture humaine », un outil pour formaliser les relations entre une société et son environnement. Nous ne parlons pas par hasard d'agri-culture : cette dernière est au cœur de la définition de l'humain, comme le montrent les travaux sur les mythes d'une part ou sur la révolution néolithique d'autre part. Pour cette raison, l'agriculture doit nécessairement occuper une place centrale dans tout projet politique et en particulier dans le projet écologiste – bien au-delà des raisons environnementales évidentes.

Il ne s'agit évidemment pas de se retourner avec nostalgie vers l'organisation rurale des siècles passés : les territoires du 21^{ème} siècle n'auront pas les mêmes contours, leurs fonctions se superposent imparfaitement selon des frontières diverses et mouvantes, les besoins alimentaires sont beaucoup plus importants, la mobilité est un fait incontournable ... et les distances n'ont plus les mêmes valeurs qu'il y a 30 ans. Mais il est essentiel de réaffirmer le lien entre les humains et leurs territoires, et le rôle de chacun dans le choix d'un paysage ou d'un environnement naturel.

Plus généralement, dans le processus de développement d'un territoire, une agriculture vivrière forte constitue un tremplin à l'épanouissement de l'économie locale, tandis qu'une agriculture essentiellement rentière et vouée à l'exportation ne permet aucune maîtrise sociale de l'économie agricole. Les spécialistes du développement formalisent cette notion par le terme de développement « endogène » (appuyé sur les ressources locales : ressources humaines, sociales, physiques, agronomiques...). La « souveraineté alimentaire », c'est-à-dire la possibilité pour chaque société de maîtriser son alimentation et son emprise sur le territoire devrait être assurée, quels que soient les pays, par une agriculture « durable » ou « pérenne », variée, liée aux territoires et aux diversités sociales et biologiques.

L'ensemble des citoyens doit se réapproprier l'agriculture, dans ses fonctions stratégiques qui ne sont pas seulement alimentaires ni même uniquement « productives » :

- la production d'aliments de qualité sur le plan nutritif, sanitaire et gustatif – qui est bien évidemment sa fonction première d'un point de vue quantitatif,
- la production de textiles (coton, chanvre, lin, laine...), de matières premières pour l'industrie, de matériaux de construction,
- la construction de paysages (55 % du territoire français est consacré à l'agriculture), le caractère des territoires, l'environnement,
- la production de produits d'accompagnement (épices, parfums, boissons, herboristerie...),
- l'emploi, le lien social, le tourisme,
- la production d'énergie (bois de chauffe, biogaz, biomasse...),
- la production éventuelle et localisée d'énergie pour les transports, sous réserve du respect des équilibres écologiques locaux et agronomiques.

L'agriculture est aujourd'hui le socle de nouvelles activités, qui la dépassent tout en l'intégrant. Le terme « activités agri-rurales » rassemble ces projets innovants qui lient production agricole et tâches associées (accueil, pédagogie, transformation, distribution...).

Elles font l'objet d'un élan important de porteurs de projet et méritent d'être appuyées, en contribuant à rapprocher agriculture et société.

Revaloriser le rôle des agriculteurs

L'agriculture à Haute Performance Environnementale souhaitée par les Verts replace l'agronomie au centre de la réflexion technique : reconquête et maintien de la fertilité des sols, rotation longue des cultures pour plus de biodiversité et moins de ravageurs, utilisation de races et variétés adaptées au milieu, circuits économiques de proximité ; une agriculture dans le respect des cycles naturels, des milieux vivants et des ressources naturelles, permettant de reconstruire et de valoriser le lien étroit entre société et territoire. Pour ce faire, de nouvelles techniques de production doivent être favorisées : autonomie énergétique, élevage autonome basé sur les ressources locales, autonomie du cycle de l'azote grâce aux fumiers des élevages et à l'apport des légumineuses, travail du sol le plus superficiel possible... De plus, en rapprochant agriculteur et consommateur, cette agriculture réduit l'impact de l'agriculture sur l'effet de serre.

Par ailleurs, il est essentiel que les agriculteurs se réapproprient l'acte agricole : par leur travail au quotidien, ils sont à la fois :

- les principaux témoins de l'évolution des territoires et des milieux,
- des expérimentateurs permanents (dont la recherche doit s'inspirer et non se désintéresser),
- et tout simplement les premiers experts de leur métier !

La recherche agronomique doit impliquer bien plus fortement les agriculteurs dans la définition des objectifs de recherche (notion de « recherche participative ») mais aussi dans la réalisation des programmes : la ferme agricole réelle est une échelle bien plus pertinente que des parcelles expérimentales déconnectées de tout environnement et de tout cycle temporel.

Réconcilier agriculture et société

Les atouts de l'agriculture française, réels, sont aujourd'hui largement contrariés et détournés par ses abus. Il est donc urgent de changer en profondeur la politique agricole française et européenne pour qu'elle soutienne les systèmes de production durables (en particulier l'agriculture biologique, moteur du changement technique). Il ne s'agit pas de détruire brusquement les acquis de 40 ans de politique agricole, mais bien d'engager des réformes progressives, basées sur l'écoute et la prise en compte des réalités et des attentes de tous, citoyens et agriculteurs.

Les citoyens (consommateurs, environnementalistes, élus locaux, médecins...) doivent être associés non seulement aux réflexions mais également aux décisions concernant l'agriculture, dans un dialogue renoué avec les agriculteurs.